



**WEST AFRICA NETWORK
FOR PEACEBUILDING**

BUILDING RELATIONSHIPS FOR PEACE

Perspectives  
JEUNESSE

**BULLETIN
ÉLECTRONIQUE**

**REPENSER LES STRATÉGIES
RÉGIONALES POUR FAIRE FACE
À LA MENACE DE L'EXTRÉMISME
VIOLENT DANS LES PAYS CÔTIERS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

AOÛT 2022

AVEC UN FINANCEMENT DE

 **Austrian
Development
Cooperation**



**MINISTRY OF FOREIGN
AFFAIRS OF DENMARK**
Denmark In Ghana



1.0 Introduction

La région de l'Afrique de l'Ouest a continué ces dernières années à faire face à une violence sans précédent ; la recrudescence des activités terroristes et d'extrémisme violent constituant une menace majeure pour la paix et la sécurité dans la région. Avec des attaques incessantes contre des cibles civiles et militaires, principalement concentrées dans le centre du Mali, le nord et l'est du Burkina Faso, l'ouest du Niger et le nord du Nigéria, les groupes extrémistes continuent d'affecter des vies innocentes avec des répercussions alarmantes sur la situation humanitaire, la stabilité régionale et le développement. Profitant des conditions humanitaires précaires et des frustrations croissantes des citoyens, dues entre autres aux inégalités sociales, à la mauvaise gouvernance et au chômage, ces groupes terroristes ont réussi à mobiliser un soutien fort, en particulier parmi la population jeune pour perpétuer leurs activités néfastes avec des conséquences dévastatrices.

Face à cette menace croissante et dans le but d'enrayer la tendance à la violence, la région a développé des réponses bilatérales et multilatérales qui se sont principalement concentrées sur l'approche militaire. Cependant, le nombre croissant d'attaques par les groupes extrémistes et l'expansion de leurs activités au fil des ans, en particulier vers les zones côtières, révèlent une volonté d'intensifier leurs actions dans toute la région. Cela remet en question l'efficacité des différentes réponses anti-terroristes et appelle à une révision de la

stratégie régionale pour faire face à l'extrémisme violent de manière durable en inversant son escalade dans la région.

La résolution 2250 des Nations Unies et le Cadre Continental de l'Union Africaine sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité reconnaissent tous deux les jeunes comme des partenaires clés dans la prévention des conflits et en particulier dans la lutte contre l'extrémisme violent. Les deux instruments appellent les États à renforcer le partenariat avec les jeunes pour trouver des solutions durables à l'extrémisme violent. Cela suggère que des efforts délibérés soient faits pour l'inclusion des jeunes dans les processus de paix à travers l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, la création de plateformes inclusives pour un engagement continu et un soutien aux initiatives de consolidation de la paix des jeunes. La réalité est cependant différente. Les jeunes sont toujours mis à l'écart dans les processus formels de consolidation de la paix et moins d'attention leur est accordée. Malgré ces défis, les jeunes continuent de renforcer leur résilience à la violence en promouvant la paix, la cohésion sociale, le dialogue interculturel et interreligieux. Certains d'entre eux font recours à la technologie et aux médias sociaux pour sensibiliser leurs pairs sur les discours de paix, la non-violence et le pardon comme stratégie pour contrer le récit utilisé par les groupes extrémistes pour la radicalisation et le recrutement des jeunes.

Dans ce contexte, le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) a organisé, le 13 décembre 2021, la 5^{ème} édition de sa série de webinaires « Perspectives Jeunesse » sur le

thème : Repenser les Stratégies Régionales pour Faire Face à la Menace de l'Extrémisme Violent dans les Pays Côtiers de l'Afrique de l'Ouest. L'objectif du webinaire était de soutenir les efforts régionaux visant à prévenir l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest. Plus précisément, le webinaire a servi de plateforme pour approfondir les réflexions sur les stratégies de prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et sensibiliser les jeunes sur leur rôle et contribution dans la lutte contre ce phénomène dans la région. Soixante-six (66) personnes ont pris part au webinaire, dont des jeunes leaders et des analystes en matière de prévention de l'extrémisme violent.

Les points de discussion ont essentiellement porté sur la dynamique de l'extrémisme violent dans la région; Les réponses des différents acteurs aux niveaux national, régional et international et leurs limites; La menace de l'extrémisme violent dans les zones côtières et la possibilité offerte par l'Initiative d'Accra d'atténuer sa propagation; enfin, les enseignements tirés des stratégies de lutte contre l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et les recommandations pour prévenir l'expansion du phénomène dans les pays côtiers. Bref, les participants ont relevé certaines lacunes qui limitent l'efficacité des diverses réponses à l'extrémisme violent. Il s'agit notamment du manque d'inclusion et de collaboration entre les parties prenantes et de la forte concentration sur l'approche militaire. Selon les participants, bâtir la résilience des communautés et susciter l'appropriation des diverses réponses par celles-ci, contribuera grandement à lutter contre l'extrémisme violent dans la région.

2.0 Dynamique de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest

Les participants au webinaire ont souligné que l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest est devenu de plus en plus complexe avec des conséquences graves sur la stabilité des États et la sécurité humaine. En 2012, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) était le principal groupe terroriste opérant au Mali. Six ans plus tard, environ 10 groupes extrémistes opèrent dans la région du Sahel, précisément au Burkina Faso, au Mali et au Niger¹. Cette évolution démontre la propagation rapide des activités terroristes dans la région. Les participants ont en outre expliqué qu'à travers la région du Sahel, les attaques de groupes terroristes tels que Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimeen (JNIM), l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et Ansarul ont aussi exacerbé la crise sécuritaire. Dans le nord-est du Nigéria également, les attaques de Boko Haram et de l'État islamique dans la province d'Afrique de l'Ouest (ISWAP) se sont étendues pour déstabiliser d'autres communautés dans les pays du bassin du lac Tchad - Niger, Mali, Tchad et Cameroun. A tout cela s'ajoutent les crimes organisés, en particulier la piraterie et l'exploitation minière illégale, qui sont devenus des outils opérationnels de mobilisation de ressources par les groupes armés pour soutenir leurs activités dans la région.

Ces risques et menaces d'insécurité, selon les participants, ont des implications pour les pays frontaliers du Burkina Faso, du Mali et du Niger,

¹ <https://reliefweb.int/report/world/ecowas-struggles-address-violent-extremism>

notamment, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin ; cela dû à des facteurs externes et internes. D'une part, la dynamique sécuritaire liée au retour des combattants terroristes étrangers, la migration irrégulière, les Personnes Déplacées Internes (PDI) et les flux de réfugiés, avec les répercussions que cela engendre sur les ressources telles que la nourriture, l'eau et la terre sont autant de facteurs externes qui affectent les pays frontaliers. D'autres part, les différends politiques, les conflits communautaires de longues dates, la faible réglementation de la fabrication et du trafic d'armes, l'augmentation des activités criminelles, la porosité persistante des frontières et la faible présence de l'État dans les communautés frontalières créent des terrains fertiles pour l'expansion des activités terroristes. Cette situation préoccupante a fait appel à des réponses diversifiées par plusieurs parties prenantes.

3.0 Réponses à l'extrémisme violent au Sahel et limitations

Les participants ont souligné que le caractère multidimensionnel de l'extrémisme violent dans la région a nécessité diverses réponses aux niveaux national, régional et international.

3.1. Réponses au niveau national et limitations

Les réponses nationales à l'extrémisme violent relèvent principalement de la responsabilité des États, comme l'a indiqué l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution A/RES/70/291. Ainsi, diverses réponses ont été élaborées par les États pour prévenir ou combattre l'extrémisme violent.

Au Burkina Faso, une stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent a été adoptée en mai 2019 avec un accent particulier sur le renforcement de la résilience des communautés et la lutte contre certains facteurs de vulnérabilités tels que la pauvreté et le chômage. Le Mali a également adopté un cadre juridique sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, notamment la loi 08-025 de 2008 pour la répression du terrorisme qui intègre une série d'infractions énumérées dans les instruments internationaux contre le terrorisme, telles que la prise d'otages, le financement du terrorisme et le terrorisme nucléaire, etc. A l'instar du Burkina et du Mali, le Niger a également adopté, en octobre 2020, une stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent. La stratégie s'articule autour de quatre (4) orientations clés dont : i) la mitigation des facteurs conduisant à la



Photo Credit: The Economist

radicalisation et à l'extrémisme violent: ii) l'élaboration d'un système d'information pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent; iii) le renforcement de la résilience des communautés face à la radicalisation et à l'extrémisme violent; iv) la promotion du partenariat et de la coordination pour une mise en œuvre effective de la stratégie.

Si l'élaboration de stratégies nationales contre l'extrémisme violent est louable, les participants ont toutefois déploré le fait que leur développement tardif n'a pas permis une meilleure coordination des interventions pour repousser la menace de l'extrémisme violent dans la région à ses débuts. Cet écart aurait permis aux groupes terroristes de gagner du terrain au fil des ans. En outre, l'approche centrée sur l'Etat et l'approche descendante qui ont été au cœur de la conception et la mise en œuvre des stratégies nationales de lutte contre l'extrémisme violent continuent d'exclure les acteurs communautaires, en particulier, les autorités traditionnelles et les chefs religieux dont le rôle dans l'architecture de paix communautaire pourrait être mis à profit pour traiter les causes profondes de l'extrémisme violent d'une part et d'autre part garantir l'appropriation des diverses interventions par les communautés pour en assurer la durabilité. Les participants ont également souligné que les jeunes sont des parties prenantes tout aussi importantes dans les efforts de prévention de l'extrémisme violent en raison des rôles multiples qu'ils peuvent jouer, soit en tant qu'auteurs ou victimes de la violence, soit en tant qu'artisans de paix. Généralement perçus comme des victimes ou bénéficiaires,

plutôt que des partenaires, les jeunes ont été difficilement impliqués dans la conception et la mise en œuvre des diverses réponses à l'extrémisme violent. La résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies précise pourtant, sous le pilier 3 relatif au partenariat, que les États Membres doivent collaborer avec les jeunes pour élaborer des stratégies de lutte contre l'extrémisme violent. Ce partenariat, selon les participants, est essentiel car les jeunes comprennent mieux ce qui motive le recrutement au niveau communautaire ainsi que les programmes et politiques nécessaires pour y remédier.

Les participants ont également souligné qu'en dépit du fait que la majorité des stratégies nationales se concentrent sur le renforcement de la résilience des communautés en s'attaquant à certains facteurs contribuant à la radicalisation et à l'extrémisme violent, tels que la pauvreté et le chômage, il existe encore peu de preuves de l'impact qu'elles ont eu à cet égard. Dans la plupart des pays sahéliens, le chômage reste élevé, en particulier au Burkina Faso. Les données de la Banque Mondiale indiquent une augmentation du taux de chômage dans le pays, de 2,6% en 2001 à 5% en 2020 avec un taux annuel moyen de 3.85%². Un autre défi à la mise en œuvre des stratégies nationales de lutte contre l'extrémisme violent relevé par les participants est le calendrier irréaliste de certains plans d'action nationaux de lutte contre l'extrémisme violent, ce qui entrave l'atteinte des résultats escomptés dans la période indiquée, en raison de la profondeur des questions à traiter. Au Mali par exemple, le plan

² <https://knoema.com/atlas/Burkina-Faso/Unemployment-rate>

d'action national découlant de la stratégie nationale était prévu pour la période 2018-2020. Deux ans après la mise en œuvre du plan d'action, de nombreux problèmes restaient encore non résolus et la menace de l'extrémisme violent toujours persistante. Situation pareille au Niger. Au cours de ces dernières années, le pays a fait face à des attaques terroristes, les plus meurtrières de son histoire. Au moins 10 attaques seulement en 2021 avec plus de 611 morts³. L'attaque du 2 janvier 2021 dans les villages de Tchombangou et Zaroumdareye a été la plus meurtrière avec environ 100 civils tués. C'est la preuve d'une réponse inadéquate ou de la mauvaise mise en œuvre de la stratégie nationale contre l'extrémisme violent et le terrorisme.

Dans l'ensemble, l'impact des différentes réponses nationales à l'extrémisme violent est encore difficile à démontrer, malgré l'énorme investissement. Dans son rapport 2020 intitulé « Mesurer l'impact économique de l'extrémisme violent conduisant au terrorisme en Afrique », le PNUD estime à 84 milliards de dollars par an les coûts économiques de la sécurisation et de la lutte contre le terrorisme sur le continent⁴. La forte dépendance financière des pays vis-à-vis des partenaires extérieurs⁵ ne leur a pas permis de s'approprier la mise en œuvre de leurs stratégies nationales. A cela s'ajoute, le manque de transparence dans la gestion des fonds alloués à la lutte contre le terrorisme et son implication sur la mise en œuvre des stratégies nationales. Le scandale lié à la surfacturation du matériel militaire au Mali, qui a créé des controverses ces dernières années⁶ a été cité en exemple par les participants.

Les stratégies nationales de lutte contre l'extrémisme violent souffrent également d'un manque de collaboration entre les parties prenantes, ce qui a entraîné une duplication des efforts et une inefficacité dans la gestion des ressources. La collaboration avec le secteur privé a également été limitée, malgré leur importante contribution à la lutte contre l'extrémisme violent, en particulier dans la recherche de solutions de transformation numérique utiles pour les services de renseignement et le contrôle des frontières, la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes, la lutte contre la radicalisation en ligne et le soutien à la formation et à la réinsertion socioprofessionnelle des ex-combattants.

La contribution des organisations de la société civile et des jeunes à la prévention de l'extrémisme violent: Les participants ont également souligné le rôle important que jouent les organisations de la société civile en complément des efforts du gouvernement aux niveaux national et communautaire. Il s'agit notamment de la sensibilisation, du dialogue communautaire, du plaidoyer, du renforcement de capacités, de l'autonomisation économique, de l'éducation à la paix, etc. Certaines organisations régionales de la société civile comme le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), par exemple, ont élaboré un Manuel d'enseignement pour renforcer la résilience des jeunes contre l'extrémisme violent par l'éducation. La phase pilote du Manuel, mise en œuvre de 2020 à 2021 au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigéria, a

³ https://en.wikipedia.org/wiki/2021_Niger_attacks

⁴ file:///Users/josaine/Downloads/undp-rh-addis_Measuring_the_Economic_Impact_of_Violent_Extremism_Leading_to_Terrorism_in_Africa.pdf, page 7

⁵ Idem "Les coûts de la lutte contre le terrorisme dans les pays cibles ne sont pas supportés uniquement, ni même principalement, par les pays touchés eux-mêmes, mais aussi par la communauté internationale.."

⁶ <https://www.jeuneafrique.com/919889/societe/contrats-darmement-surfactures-au-mali-des-proches-dibk-dans-loeil-du-cyclone/>

permis de sensibiliser des élèves sur les défis, causes et conséquences de l'extrémisme violent afin de leur permettre de prendre des décisions responsables et éclairées et d'élaborer des stratégies appropriées pour lutter contre l'extrémisme violent dans leur environnement. En 2021, l'initiative Youth4Peace Nigeria a lancé la campagne #NotreDiversitéNotreFierté, en



Crédit photo : Nigeria Youth4Peace Initiative.
Photo de groupe d'une sensibilisation communautaire

anglais, #OurDiversityOurPride pour promouvoir la paix à travers la diversité culturelle⁷. Les jeunes, les leaders communautaires et religieux ont organisé une série de dialogues pour discuter des moyens de tirer profit de leurs diversités culturelles pour prévenir la violence et la radicalisation dans le pays. Au Mali, la Plateforme pour l'engagement des jeunes dans la réforme du secteur de la sécurité, le désarmement et la démobilisation (PEJ/RSS-DDR) utilise les médias sociaux pour créer la visibilité autour de la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent, tout en mobilisant d'autres jeunes pour

une action collective contre l'extrémisme violent. Reconnaisant le lien entre le changement climatique, la déforestation et la pauvreté au sens de facteurs de risque qu'ils présentent pour la radicalisation chez les jeunes et au sein des communautés, l'association "Jeunesse Verte", une organisation de la jeunesse de la société civile au Niger, emploie la sensibilisation communautaire sur la déforestation pour lutter contre la pauvreté et renforcer la résilience économique à l'extrémisme violent.

3.2 Réponses régionales et internationales et limitations

Outre les stratégies nationales, les participants au webinaire ont identifié des stratégies régionales et internationales de lutte contre l'extrémisme violent dans la région.

Il s'agit notamment au niveau régional i) de la stratégie 2016-2020 de la CEDEAO élaborée dans le but de consolider sur le long terme, les réponses régionales aux défis de développement et de sécurité de la zone Saharienne et de promouvoir le dialogue politique avec l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale et ii) la Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S), un cadre de coopération entre cinq pays sahéliens (Tchad, Niger, Burkina Faso, Mali et Mauritanie), établi en 2017 pour répondre à l'expansion des groupes extrémistes armés et violents et assurer un environnement favorable au développement socio-économique de la région.

⁷ <https://twitter.com/NGYouth4Peace/status/1428307714732707851>

Au niveau international, certaines des réponses à l'extrémisme violent identifiées par les participants comprennent la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) de 2013 qui s'attaque aux causes profondes de la crise du Sahel avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes; la stratégie de l'Union Européenne (UE) pour la sécurité et le développement au Sahel de 2011, révisée en 2015 dans le cadre du plan d'action régional pour le Sahel (2015-2020) et fournissant un soutien financier et technique aux gouvernements; la stratégie de l'Union Africaine pour le Sahel opérationnalisée à travers sa Mission pour le Mali et le Sahel (MISAHEL), lancée en 2014 dans le but d'encourager la coopération et une meilleure coordination entre les parties prenantes en charge de la sécurité dans la région, enfin, l'Alliance Sahel lancée en juillet 2017 par la France, l'Allemagne et l'Union européenne avec l'intention d'aider les États sahéliens à la création de sociétés plus stables et capables de soutenir le développement et renforcer la paix dans la région. L'opération française Barkhane, lancée en août 2014 est un acteur clé de l'Alliance Sahel ayant la responsabilité principale de soutenir les efforts des gouvernements pour lutter contre l'extrémisme violent.

Les participants ont toutefois souligné qu'en dépit du fait que les stratégies régionales et internationales ont été adoptées relativement plus tôt que les stratégies nationales, leur impact est encore moins évident. Les activités terroristes dans la région évoluent en nombre d'attaques et de victimes. Une analyse comparative des attaques terroristes au cours des trois dernières

années, à partir du système d'alerte précoce de WANEP, révèle une augmentation de 655 attaques en 2019 à 709 en 2020 et 115 déjà au premier trimestre de 2021. Cela renvoie à un record élevé de 1 479 attaques au cours des 3 dernières années⁸. En outre, entre 2019 et 2020, le taux de mortalité lié aux attaques terroristes dans la région a augmenté de 28% (4 385 à 5 606)⁹. À l'échelle mondiale, le Burkina Faso a enregistré le plus grand nombre de décès en 2019, soit 507 personnes contre 86 en 2018. (Voir graphique ci-dessous)¹⁰, la majorité des victimes étant des civils. Ce débordement des attaques terroristes, selon les participants, soulève des questions cruciales sur l'efficacité de toutes les stratégies de lutte contre le terrorisme.

Dans son rapport sur "Les limites des stratégies régionales au défi sécuritaire au Sahel", WANEP a identifié entre autres limites, le manque de coordination et de synergie d'actions comme des lacunes critiques dans les différentes réponses régionales et internationales. Il en est résulté un chevauchement et un dédoublement des efforts sans grands résultats. En outre, le délai court de mise en œuvre de certaines des interventions et l'instabilité politique, du point de vue des participants, auraient entravé la capacité des partenaires à maintenir les acquis et honorer leurs engagements dans le temps imparti, tel que définis dans les stratégies de lutte contre l'extrémisme violent.

Tout comme les stratégies nationales, les participants ont critiqué le fait que les jeunes n'aient pas été suffisamment impliqués dans

⁸ Number of Attacks and deaths related to terrorism in the Region (2019-2021) Source: WANEP NEWS

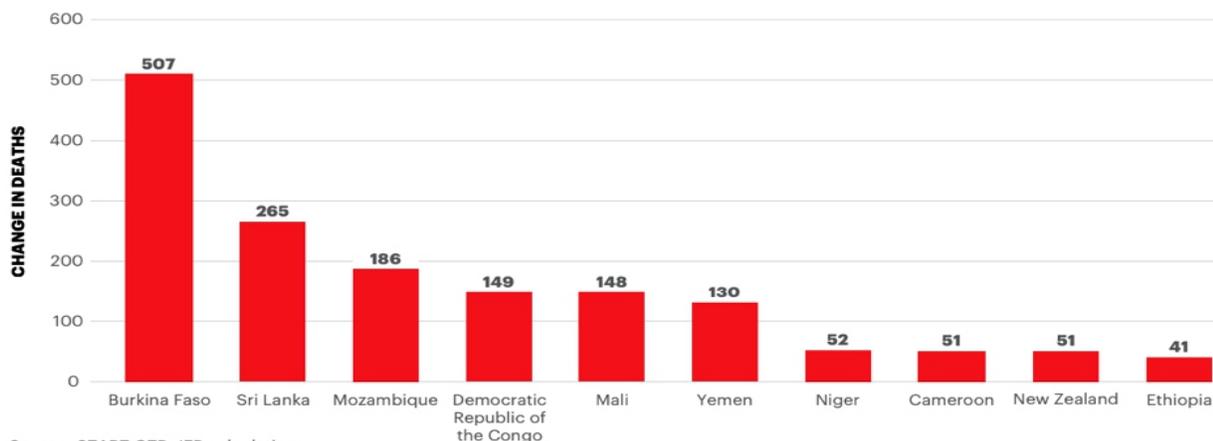
⁹ Idem

¹⁰ Global Terrorism Index 2020, page 16

FIGURE 1.4

Largest increases in deaths from terrorism, 2018–2019

Deaths from terrorism in Burkina Faso increased sixfold in 2019.



l'élaboration et la mise en œuvre de la plupart des stratégies régionales et internationales. De même, bien que certaines de ces stratégies, à savoir la stratégie de l'UE, aient mis l'accent sur les femmes et les jeunes, ces derniers n'ont en réalité pas beaucoup bénéficié de leur mise en œuvre. Certains participants auraient attribué cela à la mauvaise utilisation des ressources par certaines agences/institutions gouvernementales par l'intermédiaire desquelles une partie des stratégies a été mise en œuvre. Ces faiblesses ont limité l'appropriation et l'efficacité des stratégies régionales et internationales. L'expansion des activités extrémistes dans les zones côtières de l'Afrique de l'Ouest est une autre preuve des limites des stratégies de lutte contre le terrorisme dans la région.

4.0. Menace de l'extrémisme violent dans les zones côtières et facteurs atténuants

Les participants se sont dits préoccupés par la menace d'attaques extrémistes vers le sud.

Certains groupes extrémistes utilisent de plus en plus le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo comme sources ou zones de transit pour le financement et la logistique liés à leurs activités. Une étude de l'Institut d'Études de Sécurité (ISS) révèle que le bétail volé au Burkina Faso, au Mali et au Niger est vendu au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Ghana à des prix inférieurs à ceux du marché et les bénéfices réinvestis à travers les réseaux de revendeurs complices pour acheter des armes, du carburant, des motos et de la nourriture¹¹.

En plus d'utiliser les pays côtiers comme zones de transit, les groupes extrémistes ont manifesté leur intérêt à étendre leurs attaques dans ces zones. En 2020, il y avait cinq (5) attaques meurtrières des postes militaires ivoiriens par des groupes d'insurgés dans la zone frontalière avec le Burkina Faso et le Ghana, en plus de l'attaque de mars 2016 à Grand-Bassam. Le Bénin a également été dans le viseur des groupes terroristes ces dernières années. En 2019, il y a eu un enlèvement de deux touristes Français dans le parc national de Pendjari à la

¹¹ <https://issafrika.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-26-eng.pdf>



Photo Credit: Reuters

frontière entre le Bénin et le Burkina Faso et le meurtre de leur guide béninois. Déjà en 2022, plus de quatre (4) attaques meurtrières au Bénin, les 8 et 10 février, le 11 avril et le 26 juin, pour ne citer que ceux-ci, ayant coûté la vie à des dizaines de personnes¹². D'autres pays comme le Togo et le Ghana ont aussi connu une menace d'attaques terroristes. Ces incidents, selon les participants, confirment la tentative des groupes terroristes de s'implanter dans les frontières nord des États côtiers pour déployer par la suite leurs stratégies dans toute la région. Face à cette menace pressante, les pays côtiers ont élaboré des stratégies pour empêcher la propagation du phénomène.

5.0. Opportunité offerte par l'initiative Accra

En septembre 2017, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo ont lancé "l'Initiative d'Accra" dans le but d'empêcher un débordement du terrorisme du Sahel vers les

zones côtières. L'initiative repose sur trois piliers : le partage d'informations et de renseignements ; la formation du personnel de sécurité et de renseignement ; et la conduite d'opérations militaires transfrontalières conjointes pour maintenir la sécurité des frontières.

Certains participants ont estimé que l'initiative d'Accra pourrait être un bon mécanisme de lutte contre le terrorisme dans les zones côtières. Elle est financée par les États membres et ne dépend pas d'apports extérieurs. Cela pourrait garantir l'appropriation et renforcer l'engagement politique nécessaire à son succès. L'initiative d'Accra pourrait également contribuer à améliorer la collaboration régionale tant attendue pour lutter efficacement contre l'extrémisme violent. Bien qu'il s'agisse d'une réponse prioritairement militaire, l'initiative d'Accra est complétée par les stratégies nationales qui intègrent des mesures touchant aux causes profondes de l'extrémisme violent. Le gouvernement Ghanéen a adopté un cadre national de lutte contre le terrorisme qui fournit des orientations stratégiques sur les initiatives nationales. La Côte d'Ivoire élabore également une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme. Au Togo, le gouvernement a mis en place un comité interministériel pour bâtir la résilience des communautés face à l'extrémisme violent.

En résumé, les participants étaient d'avis que l'Initiative d'Accra est un mécanisme innovant pour la prévention de l'extrémisme violent dans les zones côtières des pays d'Afrique de l'Ouest. Cependant, des facteurs limitant son

¹² <https://www.africanparks.org/update-incident-w-national-park-benin>

opérationnalisation effective, tels que les interventions à court terme des opérations militaires frontalières et l'inefficacité des mécanismes de partage de l'information, n'ont pas permis de réagir rapidement et de manière proactive à la menace de l'extrémisme violent dans certaines zones côtières, comme ce fut le cas du Bénin et du Togo. De même, les défis de financement doivent être relevés pour rendre l'Initiative d'Accra plus opérationnelle.

6.0 Leçons tirées des stratégies de lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest et recommandations pour prévenir son escalade dans les pays côtiers

Les participants ont souligné le fait que les stratégies de prévention de l'extrémisme violent dans les zones côtières des États d'Afrique de l'Ouest devraient s'appuyer sur les leçons tirées des stratégies anti-terroristes existantes. Les leçons et recommandations suivantes ont émergé des échanges :

- Bien que l'approche militaire soit importante dans la lutte contre l'extrémisme violent, elle demeure insuffisante pour traiter le problème de manière durable. La prévention de l'extrémisme violent dans les zones côtières nécessitera une approche holistique qui s'attaque aux facteurs de vulnérabilité au sein des communautés, y compris les dividendes socio-économiques, l'emploi des jeunes, la gouvernance inclusive, etc.

- L'approche ascendante en matière d'engagement communautaire en vue de la conception et la mise en œuvre des stratégies de lutte contre l'extrémisme violent est susceptible de répondre aux préoccupations réelles des membres de la communauté, d'assurer l'appropriation des interventions et de renforcer la résilience contre l'extrémisme violent;
- Le manque de confiance entre le gouvernement et les citoyens a contribué à créer un environnement propice à la radicalisation. S'attaquer aux déficits de gouvernance et favoriser le dialogue entre les leaders et les citoyens pourraient contribuer à rétablir la confiance et à renforcer la résilience face à l'extrémisme violent;
- Le manque d'opportunités d'emploi dans la région serait à la base de la pauvreté généralisée dans laquelle l'extrémisme violent prend racine. La collaboration avec le secteur privé pour un investissement dans la création d'emplois, en particulier pour les jeunes, est nécessaire pour compléter les efforts déployés par les gouvernements dans la lutte contre le chômage des jeunes;
- Une coordination efficace des différentes réponses est nécessaire pour capitaliser les acquis, partager les leçons apprises et les bonnes pratiques et minimiser les coûts;
- L'élaboration d'une stratégie régionale multipartite de lutte contre l'extrémisme violent est impérative pour mieux coordonner les interventions et aboutir à un résultat probant;

- Un système robuste de redevabilité est utile pour veiller à ce que les fonds mobilisés pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) soient utilisés de manière adéquate pour soutenir la mise en œuvre effective des différentes réponses;
- L'instabilité politique dans les pays du Sahel a été exploitée par les groupes extrémistes pour détourner l'attention des gouvernements de la mise en œuvre des stratégies de lutte contre l'extrémisme violent. La réduction des tensions politiques pourrait donc aider à réorienter les priorités sur la mise en œuvre des dites stratégies;
- Le renforcement des capacités des communautés frontalières, en particulier des femmes et des jeunes sur les signes d'alerte précoce, pourrait aider à la collecte d'informations pour prévenir la propagation de l'extrémisme violent dans les pays côtiers;
- La technologie est aujourd'hui utilisée comme l'un des moyens de radicalisation par les groupes extrémistes, en particulier chez les jeunes. Il est donc nécessaire de sensibiliser davantage les jeunes à l'utilisation de la technologie pour minimiser les risques de radicalisation et de propagande terroriste;
- L'éducation à la paix est un outil important et une stratégie de long-terme pour bâtir la résilience contre l'extrémisme violent. Son intégration dans les programmes scolaires permettrait de former une nouvelle génération de jeunes qui adhèrent et intègrent les valeurs de paix et de non-violence dans le règlement des différends ;
- L'engagement entre pairs est important pour mobiliser une masse critique de jeunes contre l'extrémisme violent. Les gouvernements et les partenaires au développement devraient accroître le soutien financier aux groupes/organisations de jeunes afin d'aider à la sensibilisation continue de leurs pairs sur les causes, les conséquences et les stratégies de prévention de l'extrémisme violent;
- La dimension genre doit être également prise en compte dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de toutes les stratégies de lutte contre l'extrémisme violent, étant donné les rôles diversifiés et l'impact du terrorisme sur les femmes (Auteures, alliées ou victimes de la violence);
- La promotion de l'inclusion des jeunes dans la gouvernance et dans les processus de paix et la création d'espaces de dialogue multi-acteurs pourraient favoriser l'engagement des jeunes dans l'élaboration de solutions durables aux défis de paix et de sécurité dans la région.

7.0. Conclusion

L'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest continue de gagner du terrain malgré les efforts déployés par les acteurs nationaux, régionaux et internationaux pour y faire face. Sa propagation du Sahel vers les pays côtiers comme dans le cas de la Côte d'Ivoire, du Bénin et du Togo a mis en évidence les limites des réponses anti-terrorisme et la nécessité de repenser les stratégies régionales pour empêcher son expansion.

Se penchant sur le sujet, les jeunes ayant participé au webinaire ont souligné le besoin d'aller au-delà des réponses militaires pour toucher les facteurs de vulnérabilité à la radicalisation, tels que les déficits de gouvernance, le chômage des jeunes, les inégalités et l'injustice sociales en vue de maintenir durablement les acquis. Bâtir la résilience des communautés et garantir une meilleure appropriation des réponses dans une approche inclusive et de façon coordonnée, selon les participants, aideraient par ailleurs à trouver des solutions durables à l'extrémisme violent.

En ce qui concerne les stratégies de lutte contre la propagation des activités terroristes vers le sud, les participants ont estimé que les leçons tirées au fil des ans dans la mise en œuvre des réponses anti-terroristes au Sahel et au Nigéria devraient servir grandement aux pays côtiers dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs stratégies. L'initiative d'Accra, comme souligné par les participants, est un mécanisme prometteur pour prévenir la propagation de l'extrémisme violent dans la région. Il est donc urgent de la rendre plus opérationnelle, cinq ans après son adoption pour mieux répondre aux attaques terroristes qui vont grandissant dans les zones côtières.

Un autre levier d'action serait la collecte et le partage d'informations entre les pays en temps opportun pour des réponses rapides et proactives. Il a été également suggéré d'améliorer la fréquence des opérations militaires aux frontières pour permettre une continuité d'actions et prévenir la résurgence des attaques terroristes pendant les périodes creuses afin de maintenir les gains au fil du temps. Cela nécessite bien sûr une forte mobilisation de ressources financières et humaines et, surtout, la volonté politique sans laquelle la lutte contre l'extrémisme violent ne peut réussir.



JEUNESSE PERSPECTIVES

BULLETIN ÉLECTRONIQUE

West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)

Trinity Avenue, Off Mile 7 Road, Achimota, Accra

P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana

Tel: +233 302 411638 | 302 406340 | 302 426004 | 302 408224

Email: wanep@wanep.org | Website: www.wanep.org